

ANNUAIRE FRANÇAIS  
DE  
RELATIONS  
INTERNATIONALES

2019

Volume XX

**PUBLICATION COURONNÉE PAR  
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

*(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)*



Université Panthéon-Assas  
Centre Thucydide

# DÉBAT SUR UN NÉO-CONSERVATISME A LA FRANÇAISE

PAR

FRÉDÉRIC CHARILLON (\*)

L'élection d'Emmanuel Macron à la présidence de la République en 2017 a ravivé un débat, sous-jacent depuis plusieurs années, sur les orientations souhaitables et possibles, sur la posture et, partant, sur les moyens de l'action extérieure de la France. De prises de position en ouvrages d'analyse ou essais, plusieurs débats se sont superposés. Un débat sur les moyens a éclaté au début des années 2010, en même temps d'ailleurs que sur le budget de défense à la suite de la publication du Livre blanc de 2008, lorsque des diplomates – parfois sous couvert d'anonymat – s'inquiétèrent de la baisse des moyens du Quai d'Orsay, bientôt relayés par la double signature prestigieuse d'Alain Juppé et d'Hubert Védrine. Il s'inscrivait dans un climat de malaise plus général, exacerbé par les derniers mois difficiles de Bernard Kouchner aux Affaires étrangères, puis par le passage éclair de Michèle Alliot-Marie, qui dut démissionner, après seulement quelques semaines en poste, en raison de sa gestion de la révolution tunisienne.

L'enchaînement des quinquennats de Nicolas Sarkozy et de François Hollande fit surgir une autre question, de fond cette fois : la politique étrangère de la France avait-elle, sous ces deux mandats, quitté son paradigme classique, insufflé par le général de Gaulle et conservé sous François Mitterrand et Jacques Chirac, pour se convertir à une modernité plus atlantiste et moins universaliste ? Pour renoncer, en d'autres termes, à une certaine exception française proposant au monde une voix singulière ?

De ces questionnements surgit un soupçon : ces réorientations n'étaient-elles pas le fait d'un groupe de diplomates particulièrement influents, idéologiquement déterminés et guidés par une vision qu'on résuma à l'expression d'un « néo-conservatisme » à la française ? En utilisant ce terme dans un entretien et en promettant de mettre fin à cette tendance, le tout nouveau Président de la République donnait crédit à cette hypothèse en 2017.

(\*) Professeur des universités en Science politique et coordonnateur des questions internationales à l'Ecole nationale d'administration (ENA, France).

Il s'agit là d'un débat compliqué. D'abord parce que les termes utilisés ne vont pas de soi et que les protagonistes qui refusent la réduction de la discussion à un affrontement entre « gaullo-miterrandisme » et « néo-conservatisme » français ont des arguments à faire valoir. Ensuite parce que, même si les termes méritent d'être précisés, ce débat s'appuie néanmoins sur des éléments de clivages réels, sur l'existence de sensibilités proposant des postures réellement différentes à propos de toute une série de défis internationaux. Enfin, parce que de ce débat, de ces postures, dépendront les réponses françaises à des défis fondamentaux à venir.

#### UN FAUX DÉBAT ?

Opposer, au sujet de la politique étrangère de la France, un camp gaullo-miterrandien à un camp néo-conservateur pose, il est vrai, plusieurs problèmes.

En premier lieu, le terme « gaullo-miterrandien » rencontre deux obstacles. D'une part, se réclamer d'une ligne datant des années 1960 et des années 1980 est devenu difficile dans le monde actuel. D'autre part, rassembler l'action internationale du général de Gaulle et celle de François Mitterrand sous un même label peut prêter à discussion. Sur le premier point, on rappellera que non seulement le gaullisme en politique étrangère n'a fait l'objet d'aucune doctrine écrite officielle, mais qu'en outre il était d'abord un pragmatisme développé en réponse au système international, aux structures politiques et aux défis d'une époque désormais révolue. Il s'agissait essentiellement de promouvoir la recherche de la « grandeur » comme palliatif à une perte de puissance dans un monde bipolaire dont on refusait la logique des blocs, avec une Organisation des Nations Unies (ONU) paralysée par la Guerre froide et qualifiée par le général de Gaulle de « *machin* », sur une scène internationale où la Chine communiste avait une économie inférieure à celle de Taiwan et se débattait dans des convulsions violentes, où l'Union soviétique existait toujours ainsi que la Yougoslavie, où le nationalisme arabe était encore un rêve et l'islamisme politique un paramètre mineur, où le Tiers-Monde cherchait à organiser son unité dans le non-alignement, où l'environnement ne constituait pas un enjeu de « grande politique », etc. Essayer d'imaginer ce qu'aurait été la réponse du général de Gaulle aux surprises stratégiques actuelles relève de la divination. Sans doute eût-il soutenu les Etats-Unis au lendemain du 11 septembre 2001 mais pas dans la guerre iraquienne de 2003 ; sans doute aurait-il prôné de maintenir un dialogue critique avec la nouvelle Russie en tant que puissance historiquement incontournable ou aurait-il vu dans la montée en puissance chinoise la confirmation de ses analyses. On ne fait pas l'histoire avec des « sans doute », sans parler des situations régionales plus précises (conflit syrien, crise libyenne, Ukraine...), où la divination se révèle un exercice encore plus difficile.

Le même pragmatisme animait François Mitterrand, la même défense de l'indépendance nationale aussi, mais dans un monde déjà fort différent et avec des inflexions déjà majeures. L'Union soviétique de Gorbatchev vivait ses dernières années, le Mur de Berlin allait tomber, l'Allemagne se réunifier, l'illusion d'un « nouvel ordre mondial » monde et celle d'une unipolarité américaine allaient marquer les années 1990 et François Mitterrand, plutôt ici dans les pas d'un Valéry Giscard d'Estaing que dans ceux de Charles de Gaulle, voulut être un grand Européen, proposer davantage d'intégration, approfondir la construction de l'Europe. S'ils avaient beaucoup en commun y compris dans le style, les deux hommes n'avaient ni la même histoire, ni la même culture politique, ni toujours les mêmes combats. De Gaulle refusait la logique des blocs, Mitterrand parut un temps vouloir s'y accrocher, en semblant tenir au partenaire soviétique au moment de la réunification allemande. La comparaison entre les deux politiques étrangères appartient aux historiens, mais tout en insistant sur la continuité réelle de la diplomatie française sur cette période de la V<sup>e</sup> République – notamment, François Mitterrand n'a jamais remis en question la décision gaullienne de quitter le commandement intégré de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) en 1966 –, on peut admettre le débat sur la formule « gaullo-mitterrandisme ».

C'est surtout, en réalité, l'autre terme de l'équation qui pose le plus problème. Y a-t-il un sens à parler de néo-conservatisme français, tant la trajectoire du néo-conservatisme est spécifiquement américaine ? Oui, si on entend par là l'existence en France d'admirateurs de l'épisode bushien des années 2000, marqué notamment par la double intervention militaire en Afghanistan et en Iraq, la volonté d'une refonte du « Grand Moyen-Orient » au moyen d'un « chaos créateur », la diffusion dans le monde de la démocratie occidentale par la force et le « *regime change* », ainsi que le refus de reconnaître comme interlocuteurs valables ceux qui ne partagent pas nos idées. Non, si on veut y voir des émules français de cette tendance ayant les moyens de leurs ambitions. Car ce groupe d'intellectuels très américains, issus à l'origine de la gauche et décidés à imposer une diplomatie « transformationnelle » pour forger un nouveau monde, peine à se retrouver sous nos couleurs nationales, où les adeptes d'une puissance de *statu quo* sont plus nombreux. Différence d'échelle oblige, il est plus facile en France de défendre des alliances traditionnelles que de promouvoir de nouvelles relations internationales.

Si on désigne par néo-conservateurs français des atlantistes impénitents, les cartes se brouillent encore. Que signifie, en effet, être atlantiste lorsque la politique étrangère américaine opère des virages aussi importants après chaque mandat présidentiel, de Bush junior à Obama, d'Obama à Trump ? Lorsque les Etats-Unis eux-mêmes se divisent jusqu'à l'extrême, sur le rapport à entretenir avec le monde ? Lorsqu'à des « *baby boomers* » plutôt blancs et nés dans l'après-guerre, soucieux des alliances traditionnelles (Europe, Israël, Japon, Taiwan...) s'opposent des « *Millenials* » arrivés

à maturité politique dans les années 2000, plus multiculturels, moins interventionnistes, davantage portés vers le monde émergent, dont ils sont parfois proches par leurs origines ? La présidence Obama, son approche intellectuelle du rapport de force et sa « patience stratégique » proclamée ont désespéré les interventionnistes français, qui ont considéré le refus américain de frapper le régime syrien en 2013 comme une trahison. La présidence Bush, dans sa guerre en Iraq en 2003, avait désespéré les gaullistes mais aussi nombre de fidèles alliés des Etats-Unis. Donald Trump désespère à peu près tout le monde, à commencer par les néo-conservateurs américains eux-mêmes, qui ne goûtent ni sa pratique du repli, ni ses turpitudes russes. Difficile, dans ces conditions, de définir le néo-conservatisme à la française comme une simple variante voire une continuité de l'atlantisme de jadis, lorsqu'une partie de l'échiquier politique français mettait en garde contre un européanisme ou un universalisme qui pourraient nuire à notre relation avec l'allié américain, principale garantie de notre sécurité. Qu'advient-il de l'atlantisme en effet quand le Président américain semble devenir la principale menace, sinon le principal ennemi ?

Reste enfin la question de la rupture ou de la continuité. Une partie des observateurs qui réfutent l'hypothèse d'une politique étrangère française devenue néo-conservatrice le fait à partir de l'argument de la continuité. Il n'y aurait pas eu, selon eux, de rupture à partir de 2007 – certains datent même cette rupture éventuelle à la fin du mandat de Jacques Chirac, vers 2005, lorsque s'est imposée la nécessité de renouer avec Washington après la crise iraquienne. Si des ajustements nécessaires ont eu lieu pour s'adapter à un monde nouveau, aucun tournant fondamental n'aurait eu lieu selon eux. Un Nicolas Sarkozy affichant sa proximité avec l'administration Bush ne serait pas très différent d'un général de Gaulle déclarant, dans un entretien à Michel Droit, « *Qui a été l'allié des Américains de bout en bout sinon la France de De Gaulle !* ». Le retour dans les instances intégrées de l'OTAN, opéré en 2009, avait déjà été envisagé par Jacques Chirac en 1996. Les interventions libyennes de Nicolas Sarkozy, malienne ou centrafricaine de François Hollande seraient comparables aux interventions africaines de François Mitterrand. La défense de la démocratie est une constante de l'action extérieure de la France et non l'apanage de supposés néo-conservateurs. Sur le fond, l'argument à sa part de vérité : il n'y eut ni révolution diplomatique majeure, ni retournement d'alliance.

En revanche, il y eut bien des inflexions et, surtout, des brouillages. Inflexion lorsque Nicolas Sarkozy déclare en 2008 vouloir remettre la France au cœur de sa « famille occidentale », là où il y avait précédemment un point d'honneur à maintenir un cap universaliste et à parler aussi pour le Sud. Inflexion flagrante lorsque, en 2013, c'est la France qui souhaite bombarder le régime de Damas, en désaccord avec une Amérique réticente, alors que, dix ans plus tôt, c'est l'Amérique qui lançait en Iraq une guerre contre laquelle Jacques Chirac fit campagne sur la scène internationale. Inflexion encore lorsque François Hollande soutient – avant de nuancer

son propos – les frappes israéliennes sur Gaza à l'été 2014 et lorsque, plus généralement, le vocable « politique arabe », lancé dans les années 1960 et réutilisé par Jacques Chirac en avril 1996 devant les étudiants de l'Université du Caire, semble pour beaucoup être devenu, comme une insulte, synonyme de politique pro-arabe. Brouillage surtout, lorsque ces revirements, ajoutés aux hésitations observées lors des « Printemps arabes », rendent la posture française difficile à cerner, alors qu'elle fut pendant longtemps perçue, notamment en Méditerranée, comme ancrée dans le camp atlantique mais porteuse d'une voix différente, illustrant la formule d'Hubert Védrine : « *amis, alliés, mais pas alignés* ».

#### UN FONDEMENT RÉEL ?

La question de l'inflexion, sinon de la rupture, se pose donc bel et bien et, avec elle, celle de son origine. Qui sont les tenants d'une posture résumée certes de façon discutable, on l'a vu, sous l'expression « néo-conservatisme à la française » ? Des diplomates, en phase avec des observateurs, universitaires, journalistes ou autres experts, qui plaident pour une ligne dure sur certains dossiers et continuent de le faire une fois la position officielle arrêtée, si cette dernière n'est pas la leur ? Quel est le point de départ de leur mobilisation commune et quel est devenu ensuite leur agenda, leur combat ? Quelle est leur unité réelle et celle-ci fait-elle idéologie ou juste réseau ? Il y a, en réponse à ces questions, des éléments qui permettent de cerner un courant, des affinités. Restent aussi beaucoup d'incertitudes encore.

Il serait vain de jeter en pâture une liste des « suspects » qu'on imagine appartenir à ce que beaucoup – à commencer par les intéressés eux-mêmes –, par ironie, appellent la « secte ». On peut plutôt observer que le dossier nucléaire iranien fut un premier ciment identifiable, autour duquel se sont réunies plusieurs analyses qui prônaient très tôt l'intransigeance, à l'époque où Jacques Chirac, dans son second mandat, plaidait pour un « dialogue critique » avec Téhéran. Thérèse Delpech, disparue en 2012, fut l'une des figures de proue initiales d'une posture dure. Commissaire français (2000-2003) auprès de la Commission de l'ONU sur les armements iraqiens présidée par Hans Blix, auteur de nombreux ouvrages, elle milita pour une politique de fermeté, dont la cible principale fut ensuite l'Iran. Cette double question iraquienne et iranienne liait naturellement plusieurs problématiques : celle de la prolifération, celle du jeu des puissances au Proche-Orient, celle donc de la sécurité d'Israël, celle de l'attitude à tenir face à la rhétorique américaine des années 2000 – notamment après le discours de George Bush sur l'axe du Mal en janvier 2002 – et celle plus générale des puissances occidentales dans les nouvelles relations internationales. Derrière son indéniable capacité d'entraînement se rallièrent, entièrement ou partiellement, plusieurs acteurs ou analystes partisans d'une action forte pour empêcher que des puissances aux discours

inquiétants et/ou aux actions déstabilisatrices avérées ne se dotent d'armes de destruction massive. Ces acteurs n'étaient pas forcément, entre eux, en osmose sur tout. Certains assumaient leurs postures et d'autres, du fait de leurs fonctions, préféraient ne pas rendre publiques des positions qui, en privé, s'avéraient en effet très dures, mais surtout différentes de la ligne diplomatique officielle.

Le soutien à la politique iraquienne des Etats-Unis en 2002-2003 – c'est-à-dire à l'idée qu'une action préventive/préemptive était justifiée –, étendue ensuite à l'Iran, semble donc avoir contribué de façon importante à la fondation d'une ligne dure à la française. Au nom de quoi ? D'une croyance en la manière forte, qui caractérise ceux qu'on qualifie, dans tous les pays, de « faucons » ? D'une défense de l'Occident menacé par de nouvelles initiatives au Sud, par de nouvelles coalitions de puissances ou par la montée de diplomates, de capacités militaires mais aussi de religions, jugées concurrentes ? D'une défense de ses alliés, qu'il s'agisse des nouvelles démocraties d'Europe orientale menacées par la résurgence russe, du Japon ou de Taiwan menacés par la Chine, d'Israël menacé par l'Iran ou d'autres puissances musulmanes ? Peut-on résumer cette posture à un occidentalisme interventionniste ? Quoi qu'il en soit, à la différence de leurs hypothétiques modèles américains, les tenants français de cette ligne n'ont pas les moyens de leurs ambitions. Ils en sont réduits soit à un discours, soit à l'espoir que des coalitions plus puissantes – auxquelles ils seraient prêts à se joindre –, puissent entreprendre les actions jugées nécessaires pour empêcher un basculement funeste du rapport de force dans le monde ou dans une région donnée. Sur l'affaire iranienne qui, comme on l'a vu, a cristallisé beaucoup d'énergies, l'accord de 2015 – que la France avait demandé à durcir sous l'impulsion du ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius en 2013 – a sonné comme une défaite et le revirement trumpien, suivi par le rapprochement entre Washington, Israël et l'Arabie saoudite, comme un espoir revenu. A la fois le constat est indéniable et les pistes se brouillent. Gérard Araud par exemple, ambassadeur de France aux Etats-Unis depuis 2014 – après avoir été représentant auprès des Nations Unies –, souvent pointé du doigt comme l'un des « gourous » de cette tendance, n'a pas dissimulé son peu d'enthousiasme face à l'élection de Donald Trump, pourtant décidé à en finir avec l'accord iranien.

Une autre hypothèse serait que ce néo-conservatisme à la française, plutôt que par une parfaite cohérence idéologique ou un diagnostic identique sur tous les dossiers internationaux, se définirait par une attitude dans la négociation. Comme les Paul Wolfowitz, Elliott Abrams, Richard Perle et consorts aux Etats-Unis, les animateurs de ce courant en France auraient une attitude agressive à la fois contre des puissances tierces comme l'Iran et contre ceux qui ne partagent pas leurs idées. Une conception, donc, de la diplomatie qui consiste à n'accepter de parler qu'avec ceux avec lesquels on est déjà d'accord, disqualifiant par avance les autres en tant qu'interlocuteurs, au nom du célèbre « vous êtes avec nous ou contre nous »,

ou semblable à la proposition de Condoleeza Rice au lendemain de la crise iraquienne, qui proposait de pardonner la Russie, d'ignorer l'Allemagne et de punir la France. Cette attitude s'appliquant aussi sur le plan intérieur aux analystes ou aux acteurs entretenant des opinions opposées. Fermeture et arrogance donc, plutôt que réelle idéologie.

Autre hypothèse encore, celle qui expliquerait l'unité de ce groupe par une sociologie faisant apparaître un effet de génération et/ou une opportunité de réseau. L'effet générationnel s'expliquerait en partie par l'ouverture au monde anglo-saxon, des écoles fréquentées le plus souvent par les futurs diplomates, à commencer par Sciences Po Paris. La fréquentation des *think tanks* américains et d'autres approches encore aurait, chez les plus jeunes, « ringardisé » l'idée d'exception française et converti les esprits et les « cartes mentales » aux idées libérales les plus en vogue d'outre-Atlantique. L'approche par le réseau n'est pas incompatible, mais un peu différente. Au moins autant que par des affinités intellectuelles, elle explique la solidité du réseau néo-conservateur supposé par l'efficacité de la solidarité qui existe entre ses membres et qui assure à ces derniers des postes plus prestigieux, des carrières plus rapides, justement pour mettre en place aux postes-clefs des « amis » qui partagent les mêmes convictions. Le premier succès de la « secte », en quelque sorte, serait de veiller efficacement sur ses jeunes adeptes. Comme toujours dans ce type d'hypothèse, on trouvera des exemples pour l'illustrer et d'autres pour l'infirmier. Cela étant, l'originalité est ici de postuler l'existence d'un effet d'aubaine, d'une rétribution, qui peut d'ailleurs s'étendre à des analystes hors de la diplomatie *stricto sensu*. Rien de très nouveau dans l'analyse de l'action collective, sauf justement de considérer une posture de politique étrangère sous cet angle de l'action collective.

Sur le fond, en revanche, que peut signifier, en 2019, une approche française d'inspiration néo-conservatrice, compte tenu de l'état de la scène internationale ? En admettant que le principe essentiel de cette approche soit un occidentalisme fidèle aux alliés traditionnels doublé d'un interventionnisme adepte du *regime change*, quelle relation cela préfigure-t-il avec Donald Trump, Vladimir Poutine, la Chine de Xi Jinping ou les populismes nationalistes de tous bords ? Là où des termes comme « atlantisme » – comme d'ailleurs « russophile » ou « pro-israélien » – pèchent, précisément, c'est dans le fait que les solidarités transnationales opèrent moins désormais comme sentiment de proximité avec un pays entier que comme affinité partisane. On est proche du Parti républicain ou du Parti démocrate américains, davantage que « pro-américain », vocable qui ne veut plus dire grand-chose lorsqu'on passe d'Obama à Trump. On est proche du Likoud de Netanyahou et de ses alliés religieux ou du Parti de la paix en Israël, davantage que « pro-israélien » en soi. On peut considérer la Russie comme un acteur incontournable de la sécurité européenne, tout en estimant que le régime de Poutine est mauvais pour son propre pays. Un occidentalisme français voit-il alors Donald Trump comme le

sauveur de l'Occident, décidé à en découdre avec Pékin, avec Téhéran et à reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël, ou comme le dangereux complice de Poutine, prônant un retrait du Moyen-Orient et inquiétant ses alliés de l'OTAN par sa méfiance à l'égard de tout engagement contraignant ? Poutine est-il d'abord le défenseur du monde chrétien, vainqueur des bandits tchéchènes et des groupes islamistes en Syrie, ou bien le restaurateur d'une puissance russe menaçante ? Xi Jinping est-il le partenaire idéal pour la lutte antiterroriste ou le nouveau *peer competitor* ? Faut-il acclamer le rapprochement israélo-saoudien adoubé par Trump comme nouveau front contre l'Iran ou s'étonner de cette danse israélienne avec un pays soupçonné de financer des réseaux religieux radicaux ? On le voit, il n'est pas simple d'être néo-conservateur de nos jours, moins encore dans un pays qui peut difficilement prendre seul des initiatives internationales d'envergure.

AVENIR ET CLIVAGES STRUCTURANTS  
DU DÉBAT SUR LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA FRANCE

Plusieurs visions de la politique étrangère s'affrontent dans l'Hexagone, selon un schéma qu'il serait exagéré de réduire systématiquement à une confrontation binaire, mais il convient de reconnaître qu'elles mettent aux prises les partisans d'une ligne traditionnelle avec ceux d'un *aggiornamento*.

La question du choix entre poursuite de l'exceptionnalisme français, d'une part, et « normalisation », d'autre part, apparaît en effet comme surplombante pour déterminer d'autres postures sur des enjeux plus localisés. Même si les défis auxquels avait à faire face le général de Gaulle ne sont plus d'actualité, un certain nombre de principes qu'il avait voulu incarner ont été préservés par ses successeurs. Parmi ces principes : une adhésion au camp atlantique soucieuse de l'autonomie de décision française en matière de défense et de politique étrangère ; une volonté de dépasser l'appartenance à cette alliance atlantique pour ne pas être cantonné à un camp occidental dominé par les États-Unis ; un lien maintenu avec le Sud, qu'on appelait alors le Tiers-Monde, et la reconnaissance de l'Autre (comme ce fut le cas pour la Chine de Pékin en 1964), quand bien même on ne partage pas ses valeurs ; à partir de 1962, une relation de proximité avec le monde arabe, non exclusive, bien entendu, de liens privilégiés avec ses voisins non arabes, mais fondée sur une histoire partagée – souvent douloureuse – génératrice de nombreuses interactions sociales toujours actives ; surtout, la volonté d'imprimer un message fort, lisible et spécifiquement français, pour maintenir un rang – et un siège permanent aux Nations Unies... – en dépit d'une perte de puissance relative évidente. Ces spécificités apparaissent obsolètes à d'autres ou, au mieux, à adapter en profondeur. De ce point de vue, la supériorité militaire américaine et donc la dépendance stratégique française vis-à-vis des États-Unis ont pris de telles proportions que le vernis d'un discours orgueilleux proclamant

l'indépendance nationale ne saurait être maintenu tant il est peu crédible : mieux vaut alors en prendre acte explicitement. Le Sud ne sera jamais un allié, ne partagera ni nos valeurs ni notre agenda politique et mieux vaut là encore l'intégrer dans notre raisonnement : il faut admettre que François Mitterrand lui-même n'était pas loin de ce constat lorsqu'il décida de s'engager dans la guerre du Koweït aux côtés des Etats-Unis en 1990-1991. Enfin, l'obsession d'une spécificité ou d'un message typiquement français serait dépassée à l'heure de l'Europe, de la diplomatie ou de la défense multilatérales, de l'interdépendance et de la globalisation. Pour les uns, la survie passe par le maintien d'une exception française, pour d'autres, elle passe par sa normalisation dans le camp occidental. Aucun des trois derniers présidents n'a explicitement opté pour le deuxième choix, mais Emmanuel Macron a réaffirmé le premier plus fortement que ses prédécesseurs, aussi bien dans ses discours aux ambassadeurs (fin août 2017 et 2018) que dans ses prises de position sur l'Europe et sur le rôle que devait y jouer la France.

Cela pose la question du choix à opérer entre trois cartes : celle de la famille occidentale – pour reprendre l'expression de Nicolas Sarkozy –, celle de l'Europe, celle d'un universalisme plus porté vers le Sud. Ces cartes sont naturellement complémentaires, mais c'est leur ordre de priorité qui importe, lorsque ce dernier se trouve devoir être établi. Nicolas Sarkozy a énoncé son choix en faveur de la première option, François Hollande n'a pas souhaité formuler de discours et encore moins de doctrine pour le contredire, Emmanuel Macron l'a fait, pour d'abord faire de l'Europe sa priorité et ensuite tendre la main à la troisième option, en insistant sur les inégalités et, dans son programme de campagne, sur l'avènement d'une puissance française « humaniste ». L'hésitation entre ces trois cercles de priorité de la politique étrangère de la France n'est pas nouvelle. Elle a donné lieu à plusieurs va-et-vient entre la relance d'une Europe puissance et le réinvestissement dans l'Alliance atlantique, chaque fois que l'une des deux pistes s'avérait décevante. Après l'échec d'un retour français dans les instances intégrées de l'OTAN envisagé par Jacques Chirac en 1996 contre un poste de commandement prestigieux pour Paris – la France souhaitait alors se voir confier le commandement Sud de l'OTAN –, il y eut le sommet franco-britannique de Saint-Malo en 1998 qui relança l'Europe de la défense avec le soutien de Tony Blair. L'Europe s'enlisant, il y eut le retour cette fois effectif dans les instances intégrées de l'OTAN, sous Nicolas Sarkozy, en 2009. Si néo-conservatisme à la française il y a, on imagine aisément qu'il penche pour l'Atlantique et, surtout, s'oppose à l'option universaliste. C'est-à-dire qu'il s'oppose en partie aux discours présidentiels du moment.

C'est sans doute en Méditerranée que ces débats prennent le plus une allure de test. Proximité d'un Maghreb toujours proche par les interactions politiques et sociales, crises multiples (Libye, Syrie, plus loin Iraq, Golfe...), lancinante question israélo-palestinienne, échec du processus de paix et plus largement enjeu des relations avec Israël, évolution de la Turquie,

influence iranienne (notamment sur le Liban, un pays dont la France reste proche), nouveau grand jeu des puissances entre présence militaire américaine et retour remarqué de la Russie par la Syrie, islamisme politique, lutte antiterroriste... Tout est réuni pour que s'affrontent, sur des enjeux à la fois géopolitiques, symboliques, affectifs, différentes visions de ce que doit être ou ne pas être la politique étrangère de la France. Ce qui peut expliquer pourquoi dans cette zone, peut-être plus qu'ailleurs, le message politique français apparaisse particulièrement brouillé, hésitant, dans les dernières années. Cafouillages sur les printemps arabes, opération militaire entreprise en Libye mais aujourd'hui considérée comme une erreur par l'équipe d'Emmanuel Macron, conférences sur le processus de paix israélo-palestinien (en juin 2016 et janvier 2017) tenues sans les principaux protagonistes et avec peu d'illusions sur les résultats à en attendre, prises de position croisées sur la proportionnalité des représailles israéliennes face au Hamas à Gaza, dilemme sur la posture française qui faisait – sous Laurent Fabius – du départ de Bachar al Assad un préalable à tout règlement du conflit syrien, absence d'une véritable stratégie au Maghreb... La tenue d'une ligne unique sur certains dossiers, d'une ligne tout court sur d'autres, est-elle le fait d'un clivage interne entre des « camps » opposés ? Soyons justes : sur les printemps arabes, le conflit syrien, l'affaire libyenne, la France est loin de battre le record du monde d'incohérence. Au moins essaie-t-elle d'émettre des propositions, tentative devenue trop rare au sein de l'Union européenne. Lorsqu'elle ne parvient pas à peser, c'est davantage du fait de ses moyens financiers et militaires trop relatifs que du fait d'un affrontement entre gaullio-mitterrandiens et néo-conservateurs, quel que soit le nom qu'on donne à leurs animateurs potentiels. En revanche, le principe connu de politique publique selon lequel une décision de politique étrangère est plus souvent le résultat de compromis internes qu'une réponse véritablement optimale aux événements extérieurs est susceptible de s'appliquer à plein sur des enjeux aussi complexes que ceux du Moyen-Orient, lorsque de fortes visions divergentes existent.

Le choix des partenaires globaux et régionaux est une autre priorité de la période qui s'ouvre. Sur l'identité de ces partenaires, la question renvoie aux interrogations déjà soulevées plus haut : que penser de Donald Trump, de la Russie poutinienne et post-poutinienne, de la montée en puissance chinoise ? A l'échelle régionale, le choix d'alliés, de relais sur lesquels s'appuyer pour développer une influence politique ou soutenir des initiatives françaises, se pose tout autant. Faut-il, en Asie, tout miser sur la Chine, principal partenaire commercial et principale puissance politique, économique et militaire ? Faut-il contrebalancer Pékin par un réseau d'alliance avec les démocraties asiatiques (Japon, Inde, Corée du Sud notamment) ? Tenter de panacher les deux approches dans un pragmatisme prudent mais qui risque de passer pour de la duplicité ? Faut-il, au Proche-Orient, jouer la carte des régimes arabes stables et solvables même s'ils ne sont pas démocratiques ou promouvoir la démocratie ? Composer avec

Erdogan ou prendre acte de l'éloignement ture ? Maintenir le principe d'une solution à deux Etats pour la Palestine, ou estimer avec le Likoud israélien que cette hypothèse est déjà caduque ? S'en tenir aux partenaires traditionnels de la France en Afrique ou considérer la nouvelle donne économique qui consacre de nouveaux *leaders* régionaux ? Et, bien entendu, faut-il en Europe rester fidèle à l'approche par le « moteur franco-allemand », au tandem stratégique franco-britannique malgré le Brexit ou, au contraire, tenter de réinventer la façon d'envisager la marche vers une Europe-puissance ? Une posture néo-gaulliste pourrait défendre l'application de quelques principes connus (traiter avec les puissances quel que soit le régime dont elles se sont dotées, soigner particulièrement les partenaires habituels et traditionnels, qui « attendent » la France...). D'autres pourraient réclamer une mise à jour devenue nécessaire et conclure à l'anachronisme d'une recette qui a fonctionné dans le passé.

Ces dilemmes ne doivent pas prendre la forme d'un affrontement entre des « Anciens » et des « Modernes », ni entre des gaullo-miterrandiens et des néo-conservateurs. Ils doivent à l'inverse être dégagés de toute idéologie, de tout mythe et, surtout, de toute influence étrangère, chose devenue particulièrement difficile dans un monde où des puissances extérieures ont acquis un savoir-faire – et les moyens – d'acheter des soutiens, de séduire des esprits. La formulation d'un nouveau message français de politique étrangère est une tâche à laquelle doivent s'atteler et se sont déjà attelés les diplomates français de toutes sensibilités. Les premiers mois de politique étrangère d'Emmanuel Macron, avec Jean-Yves Le Drian au Quai d'Orsay, Nathalie Loiseau aux Affaires européennes et toute une équipe élyséenne à la cellule diplomatique ont-ils permis de distinguer un message particulier ? Ont-ils donné à voir un affrontement entre des lignes, parmi lesquelles on pourrait déceler en effet un courant néo-conservateur ?

Comme toujours dans ce type de questionnement et par ordre croissant de crédibilité, il y a les rumeurs, les nominations, et les déclarations officielles. Ces dernières ont permis d'entendre quelques premiers messages : 1) la France souhaite se doter d'une politique étrangère indépendante, européenne, humaniste – c'était le programme de campagne du candidat Macron, bientôt suivi, après son élection, de plusieurs discours insistant sur le droit international – ; 2) la défense de la démocratie libérale et du multilatéralisme se situe au cœur de nombreuses prises de position macroniennes, dans une opposition de plus en plus frontale avec les « populismes », qui vont de Viktor Orban en Hongrie... à Donald Trump aux États-Unis ; 3) le face-à-face entre le Président français et le Président américain, qui a débuté avec le célèbre « *Make the planet great again* » en réponse à la sortie américaine de l'accord de 2015 sur le réchauffement climatique, s'est poursuivi avec la critique française de nombreuses décisions américaines (reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël, rejet de l'accord sur le nucléaire iranien, annonce – relativisée ensuite – d'un retrait militaire américain de Syrie, etc. – peu d'atlantisme, encore moins

de trumpisme et, sur la question iranienne, peu de néo-conservatisme donc dans la posture présidentielle – 4) le Sud est très présent dans les priorités de politique étrangère française, depuis l’encouragement donné au G5 Sahel jusqu’aux discours sur les inégalités ; 5) la diplomatie consiste à parler avec tout le monde sans donner de leçon – cette posture a été critiquée, notamment lorsqu’elle fut affichée au moment de la visite parisienne du président égyptien al-Sissi (octobre 2017), mais tranche, là encore, avec le refus néo-conservateur de s’adresser à ceux qui ne partagent pas les valeurs de la France. Plus significatif encore est la volonté de Paris de maintenir le dialogue avec Téhéran.

\* \*  
\*

En définitive, il y a bien un débat de politique étrangère en France. Il a pris parfois des formes virulentes, après des années de « consensus » proclamé, mais en réalité tout relatif – les déchirements sur l’Alliance atlantique, l’Europe, le Proche-Orient, ne sont pas nouveaux. Si normalisation il y a, c’est probablement celle qui consiste à débattre plus ouvertement, même publiquement, de la diplomatie souhaitable pour la France. Cette tendance en soi n’est pas négative et conduit logiquement à la constitution de clans. Il est aussi absurde de l’interdire que de le nier.